

EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL
30^{ème} session du Groupe de travail EPU

Cuba

Liberté de conscience, de religion et de croyance

Rapport soumis par:

- **World Evangelical Alliance (WEA) est une ONG dotée du statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC depuis 1997.** L'Alliance évangélique mondiale est réseau d'Eglises chrétiennes évangéliques et protestantes fondée en 1846, à Londres, en Angleterre. Elle regroupe 129 alliances nationales d'églises et plus de 100 organisations internationales. Elle donne une identité, une voix et une plateforme pour les plus de 600 millions d'évangéliques dans le monde. www.worldevangelicals.org

Date de soumission : 5 Octobre 2017

1. Ce rapport se concentre sur la liberté de conscience, de religion et de croyance à Cuba et plus particulièrement sur la situation de la minorité chrétienne protestante évangélique. Bien que la question de la liberté religieuse à Cuba soit un sujet de préoccupation constante de ces dernières décennies, il a étonnamment peu été évoqué dans les précédents EPU, si ce n'est dans des termes élogieux sans rapport avec les difficultés rencontrées par les communautés religieuses à Cuba.¹ L'Alliance évangélique mondiale espère qu'il en ira autrement lors du prochain EPU de Cuba, parce qu'elle est convaincue qu'un pays et sa population ne peuvent prospérer sans le respect de la liberté de conscience et de religion de l'ensemble de ses habitants. L'attitude de méfiance et de contrôle envers les Eglises évangéliques est d'autant plus regrettables qu'elles sont une force respectueuse de l'Etat de droit et des autorités et qu'elles se mettent au service du bien commun et de la société.
2. Dans le contexte de transition actuellement en cours à Cuba, avec le décès du dirigeant historique Fidel Castro en 2016, la perspective incertaine d'élections présidentielles, la crise économique et sociale, sans compter la crise interne du plus grand allié économique de Cuba, le Venezuela, les craintes du gouvernement sont montées d'un cran, et avec elles, le degré de contrôle sur tous les éléments de la population perçus comme pouvant présenter un potentiel de déstabilisation supplémentaire. Cette situation affecte aussi directement les Eglises évangéliques qui constatent un contrôle à nouveau croissant de leurs activités.

Pluralisme religieux

3. On estime généralement que 35% de la population se considère comme lié à l'Église catholique romaine. Il y a par le passé des affrontements entre le gouvernement cubain et l'Église catholique, bien que celle-ci bénéficie de certains avantages notamment du fait des relations internationales existantes avec le Saint Siège et qui se traduit notamment par la présence d'un nonce apostolique à Cuba.
4. Avec 30% de la population, on trouve ensuite les personnes adhérant à la santería afro-cubaine, qui est composée de quatre religions africaines différentes et qui bénéficie de la protection du gouvernement pour être considérée comme une culture folklorique et traditionnelle.
5. 25% de la population se présente comme athée. Les protestants évangéliques présentent une part croissante de la population, estimée à plus de 10%. Les Témoins de Jéhovah comptent environ 100'000 croyants. Il y a aussi quelque 15 000 musulmans à Cuba. Il convient de noter que les conflits entre l'Église et l'État pendant la révolution cubaine ont surtout existé avec l'Église évangélique et les Témoins de Jéhovah.

La situation générale des Eglises évangéliques

6. On estime que la population évangélique cubaine compte plus de 1'200'000 de croyants tandis que certains estiment qu'elle pourrait atteindre 1'800'000, si l'on prend en compte les chrétiens évangéliques non formellement affiliés et pratiquants

¹ Voir notamment les recommandations 170.166-167 (A/HRC/24/16) du Nicaragua, de l'Inde et du Viet Nam.

occasionnels. En fait, beaucoup d'entre eux ne sont pas des membres actifs d'une Eglise pour éviter de s'exposer, ce qui explique ces variations dans les estimations. Cuba a une population d'environ 11 500 000 habitants, ce qui signifie qu'au moins 10% de la population cubaine est de croyants évangéliques.

7. Les principales dénominations évangéliques cubaines sont l'Eglise évangélique pentecôtiste de Cuba – *Iglesia Evangélica Pentecostal de Cuba* (Assemblées de Dieu), avec 300'000 membres, chiffre que se monte même à 500 000 croyants si l'on inclut les non affiliés. Elle est suivie par la Convention baptiste de l'Est – *Convención bautista Oriental*, avec environ 100 000 croyants dans les provinces orientales de Cuba (de Ciego de Avila à Guantanamo). L'Eglise méthodiste de Cuba – *Iglesia Metodista de Cuba*, qui est charismatique, compte 70 000 croyants, tandis que la Convention baptiste occidentale - *Convención bautista Occidental* - dessert environ 60 000 croyants. Il existe trois autres conventions baptistes libres, qui rassemblent un total de 30 000 paroissiens. Pour sa part, la Ligue évangélique de Cuba (*Liga Evangélica de Cuba*) compte environ 50 000 fidèles, tout comme l'Union adventiste du septième jour de Cuba (*Unión Adventistas del Séptimo Día de Cuba*). L'Eglise *Los Pinos Nuevos* rassemble quelque 20 000 croyants à Cuba, l'Eglise évangélique la Bible ouverte (*Iglesia Evangélica la Biblia Abierta*) environ 30 000, tout comme l'Eglise évangélique pentecôtiste *Buenas Nuevas*. Il existe au total environ 55 dénominations évangéliques actives, officiellement reconnues depuis avant le Triomphe de la Révolution en 1959.

Situation des Eglises évangéliques

8. On peut, de fait, distinguer trois catégories d'Eglises évangéliques à Cuba, en fonction de leur niveau de relation avec le gouvernement, respectivement, leur niveau de persécution.

A) Les Eglises affiliées au CIC: protégées

9. Depuis le début de la Révolution en 1959, le gouvernement cubain a tenté de gagner les dirigeants des Eglises à sa cause, pour les impliquer dans la défense des idéaux communistes et les utiliser comme moyen d'influence et de propagande. Parfois dans le passé, ce processus a eu lieu de force, comme lorsque des pasteurs ont été enfermés dans les « Unités militaires de soutien à la production » (UMAP).
10. Face à cette situation, les Eglises protestantes historiques (Eglise presbytérienne, Eglise réformée, Eglise épiscopale, entre autres) ont assumé la théologie de la libération. Ainsi, le Conseil œcuménique de Cuba était l'organe désigné par le Parti communiste de Cuba pour toutes les relations avec les Eglises évangéliques cubaines. Un certain nombre d'Eglises ont adhéré à cette institution, connue aujourd'hui sous le nom de Conseil des Eglises de Cuba – *Consejo de Iglesia de Cuba* (CIC), même si, dans certains cas, elles ne partagent pas son discours officiel. Le CIC compte aujourd'hui 30 dénominations affiliées, qui représentent 8% des évangéliques cubains.
11. Ces dénominations bénéficient de privilèges vis-à-vis du gouvernement, tels que les autorisations pour voyager à l'étranger, la capacité de recevoir une assistance internationale et de développer des projets sociaux locaux. Le Conseil des Eglises de

Cuba a également droit à 5 sièges parlementaires permanents dans les assemblées nationales du pouvoir populaire.

12. De toute évidence, les Eglises qui n'ont pas souhaité faire partie du CIC ont été fortement exclues et marginalisées et ont subi des persécutions dans diverses grandeurs tout au long de ces presque 60 ans de communisme à Cuba. Le Conseil des Eglises de Cuba continue d'être l'organe de la relation du Parti communiste de Cuba avec les Eglises évangéliques cubaines, de sorte que les Eglises non-CIC sont obligées de passer par cette institution pour traiter les permis de visa religieux pour les visiteurs étrangers, acheter les Bibles qui entrent à Cuba, demander l'achat d'un véhicule pour l'Eglise, etc.

B) Les Eglises non affiliées au CIC: entre tolérance et répression

13. Un grand nombre de dénominations ou d'Eglises nationales présentes à Cuba depuis 1959, ont souhaité rester apolitique et indépendante vis-à-vis du gouvernement cubain. Ces Eglises ont uniquement souhaité rester fidèle à leur foi évangélique, sans visée politique. En conséquence, ses pasteurs ont subi la persécution, l'emprisonnement, leurs séminaires théologiques ont été confisqués, et même l'éducation théologique et la formation de nouveaux pasteurs et missionnaires ont été interdits. Certains de leurs lieux de culte ont été confisqués, et beaucoup de ses dirigeants ont été forcés de quitter Cuba. Bien que ces Eglises aient subi une persécution directe au cours des quatre premières décennies qui ont suivi la Révolution, la situation s'est apaisée au cours de ces vingt dernières années, avec une attitude marquée par davantage de « tolérance ». Ces dénominations représentent 80% des évangéliques à Cuba.
14. Contrairement aux Eglises membres du CIC, ces Eglises n'ont pas d'organisation qui les représente au niveau national, bien qu'elles aient demandé au gouvernement cubain de leur permettre de fonder l'Alliance Evangélique Cubaine, en lien avec l'Alliance Evangélique Mondiale (WEA). Cette demande leur a été refusée par le gouvernement cubain. Les dirigeants de ces dénominations évangéliques ne sont pas non plus autorisés à se retrouver ensemble.
15. Ces Eglises souffrent aujourd'hui encore de démolitions occasionnelles de leur lieu de culte, d'amendes et de fermetures d'Eglises, leurs dirigeants subissent de fortes pressions de la part des autorités nationales et locales. 80% de leurs congrégations se rencontrent dans des maisons qui n'ont pas la permission de culte parce que le gouvernement leur refuse l'autorisation nécessaire. En effet, les autorités ne veulent pas qu'elles continuent de croître et les pressent d'accepter leurs politiques et de participer à des actes politiques communistes. Du coup, ces Eglises n'ont pas la liberté de collaborer avec les autorités afin d'éviter la pression du gouvernement. Ainsi, elles ne publient pas un répertoire de leurs ministres, de leurs congrégations ou de leurs membres, car beaucoup d'entre eux sont en situation d'illégalité devant les gouvernements régionaux. Par conséquent, il existe des milliers de lieux de prédication clandestins à Cuba sous la forme d'Eglises de maison.
16. En janvier 2015, le gouvernement cubain a annoncé le décret-loi 322, qui modifie la loi générale sur le logement, censée réglementer les lois sur la propriété privée et le zonage, mais les autorités cubaines ont utilisé le décret-loi 322 pour menacer des communautés évangéliques d'expropriation. La Ligue évangélique de Cuba a ainsi été

ciblée avec la confiscation de centaines de maisons qui ont servi de lieu de culte et l'obligation de payer des amendes. Ces maisons appartenaient généralement aux dirigeants des congrégations. De même, les Assemblées de Dieu ont vu 2'000 lieux de culte être déclarés comme illégaux en 2015, avec un ordre de démolition s'ils n'acceptaient pas la confiscation pacifiquement. Certains de ces bâtiments ont été détruits, ce qui a donné lieu à des manifestations publiques de protestation devant les bureaux du Parti communiste de Cuba dans plusieurs provinces où des centaines de dirigeants se sont réunis, affirmant leur droit à la liberté religieuse. À l'heure actuelle, il existe encore plusieurs congrégations qui sont menacées d'être détruites et confisquées, comme c'est le cas de l'Église de Colomb, dans la province de Matanzas, appartenant aux Assemblées de Dieu. Beaucoup d'autres dénominations se situent dans une situation similaire.

17. Au cours des cinq dernières années, les responsables gouvernementaux ont interrogé des responsables religieux à travers le pays concernant le statut juridique de la propriété religieuse. Les fonctionnaires ont souvent confisqué les titres de propriété de leurs propriétaires légaux, laissant les communautés religieuses vulnérables aux frais de maintien d'une propriété illégale et susceptible d'être détruites et confisquées.
18. Certains cas d'arrestation ont eu lieu au cours de l'année dernière, visant des pasteurs de ces dénominations. Le 20 mars 2016, le docteur Mario Félix Leonart Barroso, de la Convention baptiste occidentale et défenseur de la liberté religieuse, a été arrêté avant la visite officielle du président Barack Obama à Cuba. Sa femme, Yoaxis Marcheco Suarez, a été placée en résidence surveillée. Avant l'arrestation du couple, la police a entouré leur maison pendant des heures et a coupé leurs lignes téléphoniques. Après l'arrestation, le pasteur Leonar Barroso a dénoncé le harcèlement et la vigilance permanente à laquelle il est soumis. Ceci est commun avec presque tous les dirigeants de ces Eglises évangéliques. Le 8 août, lui et sa famille ont été contraints de quitter l'île pour les États-Unis. Le 7 avril, le Pasteur Rev. Leonardo Rodríguez de la Convention baptiste occidentale a été arrêté à Santa Clara et a été libéré le lendemain.
19. Certaines de ces Eglises nationales continuent d'espérer qu'elles seront autorisées à rétablir des institutions juridiquement reconnues de formation théologique, à l'image de l'Université théologique pentecôtiste de Cuba, appartenant aux assemblées de Dieu qui a été fondée en 1939 et dont les installations ont été confisquées en 1963. Cette université a pu créer un système d'études dans 17 campus (filiales ou centres d'études théologiques) dans toutes les provinces du pays et forme quelque 7'000 pasteurs à travers Cuba. Cette institution est accréditée par la *Caribbean Evangelical Theological Association*, mais son accréditation au Ministère de l'enseignement supérieur de Cuba a été refusée parce qu'elle n'est pas une institution théologique autorisée par le gouvernement de Cuba.

C) Les nouvelles dénominations (post 1959): illégales et persécutées

20. Les Eglises les plus réprimées à Cuba aujourd'hui sont celles qui n'étaient pas enregistrées à Cuba en 1959. À Cuba, la création de nouvelles associations religieuses évangéliques est interdite par le gouvernement. Ces Eglises représentent 12% des évangéliques et se composent de 90 dénominations différentes qui ont émergé au cours des 58 dernières années à Cuba et dont certaines ont une histoire de plus de 30 ans dans le pays, sans être ni reconnues ni inscrites au registre des associations du

ministère de la Justice de Cuba. Certains d'entre eux comptent plus de 30 000 membres chrétiens. Leur manque de légalité juridique pour exister dans le pays les expose à une persécution ouverte du gouvernement.

21. Ces Eglises subissent la démolition de leurs bâtiments. En 2016, le gouvernement cubain a détruit quatre centres de culte du Mouvement apostolique.

a) Le 8 janvier 2016, le gouvernement a démoli l'Église *Fuego y Dinámica* du Révérend Bernardo de Quesada Salomón à Camagüey et *Iglesia Casa Apostólica Rey de Gloria* du Révérend Juan Carlos Núñez Velázquez à Victoria de las Tunas. Les deux églises sont dans les domaines privés des pasteurs et ont des permis légaux pour leur construction.

b) Le 5 février 2016, les autorités ont également détruit l'église *Enmanuel* du Mouvement apostolique à Santiago de Cuba et confisqué leurs chaises, matériel audio, instruments de musique et les blocs de ciment qui devaient servir à effectuer futur élargissement du bâtiment. La maison du révérend Alain Toledano de l'église *Enmanuel* a également été détruite.

c) Le 9 avril, le gouvernement cubain a démoli l'église *Fuertes Vientos* à Las Tunas. L'Eglise affirme que le gouvernement a également confisqué ses bancs, son matériel de musique, ses équipements électriques et ses matériaux de construction. Le bâtiment était propriété privée de la citoyenne Caridad Reyna, membre de l'Eglise *Fuertes Vientos*.

22. En 2016, le gouvernement cubain a arrêté des douzaines de responsables religieux et de membres d'Eglises évangéliques. La grande majorité des arrestations ont eu lieu pendant les démolitions décrites ci-dessus pour empêcher les membres de l'Eglise de protester ou de perturber les démolitions et d'alerter les autres contre les incidents.

a) Le 8 janvier, le révérend De Quesada Salomon, son épouse Damaris et d'autres membres du Mouvement apostolique ont été arrêtés avant la destruction de leur église *Fuego y Dinámica* à Camagüey. Ils ont été détenus dans différentes stations de police et ont été libérés plus tard dans la journée. Le gouvernement a également bloqué la réception du téléphone cellulaire dans la région pendant l'incident.

b) Le 5 février, l'épouse du révérend Toledano, Marilín Alayo Correa et 200 autres membres de l'Église *Enmanuel* ont été détenus dans la région de Santiago de Cuba et libérés plus tard dans la journée.

c) Le 24 février, la police a menacé d'arrêter le révérend Toledano pour possession présumée illégale de chaises et de matériaux de construction pour la réparation de son église.

d) Le 9 avril, les agents de la sécurité de l'Etat ont arrêté le révérend Mario Jorge Travieso de l'Église de *Fuertes Vientos* pendant plusieurs heures pendant qu'ils démolirent son église et l'ont menacé de 7 ans de prison s'il parlait publiquement l'incident.

e) Le 21 octobre, le pasteur Núñez Velázquez a été condamné à un an de résidence surveillée après que les voisins, incités par les autorités, se sont plaints du bruit. Le pasteur Núñez Velázquez avait célébré les services en plein air, après que l'église a été démolie le 8 janvier 2016. Il a fait appel sans succès de la décision en octobre et demeure toujours en résidence surveillée.

f) Le 21 février 2017, le pasteur Ramón Rigal et son épouse Adya ont été arrêtés et accusés d'avoir « agi contre le développement normal d'un mineur » parce qu'ils préféraient la scolarité à domicile pour leur fils. Ils ont été libérés le lendemain, avec ordre de présentation à la police chaque semaine en personne, jusqu'à leur procès.

23. Beaucoup de ces responsables religieux déclarent qu'ils vivent dans une autocensure permanente, n'ayant pas même le droit de demander aux fidèles de prier pour ces situations d'abus, de peur de subir des représailles pour ce qui serait perçu comme une attitude anti-gouvernementale.

Recommandations

24. Accorder pleinement la liberté de conscience pour tous, et refuser toute forme de discrimination à l'égard des communautés religieuses choisissant de rester politiquement neutre.

25. Reconnaître l'Alliance évangélique de Cuba afin de permettre aux Eglises non affiliées au Conseil des Eglises de Cuba d'entretenir elles aussi des relations avec le gouvernement.

26. Régulariser la situation des Eglises de maison et des communautés forcées à se rassembler dans la clandestinité et autoriser la construction de lieux de cultes.

27. Mettre en terme aux arrestations de responsables religieux et de croyants, ainsi qu'aux destructions de lieux de culte.

28. Garantir la liberté religieuse aux croyants appartenant à des dénominations établies à Cuba après 1959.